

HAUTE-LOIRE

Famille expulsée en Ukraine : un comité se bat pour son retour

Une quarantaine de personnes ont créé un comité de soutien pour venir en aide à la famille Okhomouch, installée à Saugues depuis deux ans et expulsée de force vers l'Ukraine le 11 septembre. En plus du soutien financier qu'elles mettent en place, elles veulent aider la famille à revenir en France.

Autour de la table, les visages sont encore crispés. Bernard Eymard dispose les documents qu'il a pu accumuler. Des courriers, des copies d'e-mail et même des dessins d'enfant. Autant de pièces qui constituent le dossier pour lequel il se bat depuis quatre mois. À la tête d'un comité de soutien, le retraité œuvre avec d'autres Sauguais pour venir en aide à une famille ukrainienne, installée depuis deux ans dans la commune du Gévaudan, et expulsée de force vers l'Ukraine, le 11 septembre.

Une vraie volonté de s'intégrer

Ce jour-là, c'était un véritable coup de massue pour tous ceux qui connaissent la famille. « Depuis 2018, ils étaient très bien intégrés à Saugues, raconte Bernard Eymard. Leur petite fille, Christina, âgée de 6 ans était scolarisée à l'école publique de la commune et les parents étaient bénévoles à Emmaüs. Ils disposaient tous les deux de promesses d'embauches, dès que leur situation le per-



Helena, Christina et Sergeï étaient installés à Saugues depuis deux ans et bien intégrés dans la commune. Photo DR/Fournie par le collectif

mettrait. » Malgré la difficulté des démarches pour rester en France, rien ne semblait les décourager. « Ils sont arrivés il y a cinq ans. Après avoir séjourné principalement à Chambon-le-Château, dans un centre de demandeurs d'asiles en Lozère. Puis une association leur a proposé un hébergement d'urgence vers Langogne. Le problème, c'est

« Ils n'avaient que 10 m² pour vivre tous les trois »
Bernard Eymard, membre du comité de soutien

que, là-bas, ils étaient hébergés dans un appartement où il y avait déjà cinq Albanais. Ils n'avaient que 10 m² pour vivre tous les trois. »

Alors qu'ils connaissent Bernard à Emmaüs, où le retraité est bénévole, le couple l'appelle au secours pour déménager. « Au bout de trois semaines, je leur ai trouvé un logement d'urgence avec le CCAS (Centre communal d'action social) à Saugues. Mais ils ne pouvaient y rester que quatre mois. On a ensuite réussi à leur en trouver un autre, grâce au diocèse. »

Une expulsion contrainte et forcée

Une sérénité qui sera de courte durée. « Soumis à une

« Sous les yeux de sa fille, Sergeï a été menotté et il lui ont mis une camisole »

Véronique, membre du comité de soutien

assignation à résidence de 45 jours, ils devaient pointer quotidiennement à la gendarmerie depuis le 29 juillet. Mais le 11 septembre, la famille, a fait l'objet d'une OQTF (Obligation de quitter le territoire français). La brigade de recherche, appuyée de grands renforts de gendarmerie, est venue les chercher de force pour les renvoyer en Ukraine. Ils ont été emmenés au centre de rétention administrative à Lyon, puis à Paris pour rejoindre Kiev par avion. »

Selon le comité, l'expulsion s'est faite, non sans violence. « Ils ont mis des menottes au papa à Lyon et même la camisole de force à Paris... Tout ça devant la petite. » Pour Véronique, qui travaille à l'école de Saugues et fait partie du comité de soutien, « c'est vraiment ce qui est le plus dur à accepter. Ces faits ont été très choquants pour la petite. On pense d'abord à elle, qui n'a rien dû comprendre. Aujourd'hui, on se fait vraiment du souci pour eux... »

Julie GARNIER
julie.garnier@leprogres.fr

Quelle est leur situation aujourd'hui en Ukraine ?

Depuis l'expulsion de la famille, le comité de soutien continue ses actions pour lui assurer une sécurité, malgré le peu d'informations dont il dispose. « Les nouvelles sont succinctes. Helena, la mère, nous envoie quelques e-mails mais c'est surtout pour prendre de nos nouvelles. On sait que la petite a été très choquée par leur départ et qu'elle souffre de trouble d'adaptation. Elle a grandi en France pendant cinq ans et est entièrement francophone. Elle est devenue totalement mutique et ne peut pas intégrer l'école là-bas. » Pour le père, Sergeï, c'est très flou. Dans les photos reçues par le comité, on le voit devant un champ de mine et des bâtiments désaffectés, sans vraiment savoir ce qu'il y fait. « Est-ce qu'il est soumis à des travaux forcés ? On craint qu'il ait été envoyé au front dans la région de Donbass, d'où ils sont originaires, et qui est une zone de conflit avec la Russie. » Pour leur venir en aide, le comité a décidé de rassembler des fonds, qui sont reversés directe-



Les membres du comité de soutien ont des nouvelles succinctes de la famille Okhomouch.

Photo Le Progrès/Julie GARNIER

ment sur le compte en banque de la famille encore actif en France. « On veut aussi continuer de sensibiliser les autorités, les associations et les politiques sur la situation. On a déjà contacté le préfet de Haute-Loire en novembre. Il ne nous a pas répondu. »

J. G.